

Etat des lieux de la recherche

Panorama du mouvement ouvrier dans l'Oise, de la veille de la 1^{ère} guerre mondiale à l'enlèvement du conflit (par Vincent Reig, historien local)

À la veille de la guerre, le syndicalisme ouvrier y était encore faiblement implanté dans l'Oise. En 1914, les syndiqués ne représentaient que 7 % des salariés de l'industrie, tandis que les ouvriers agricoles restaient fermés à toute forme d'organisation. Une situation qui paraît bien paradoxale dans un département relativement ouvrier, ayant connu des grèves spectaculaires et une organisation syndicale précoce. Toutefois, la proximité de Paris a sans doute freiné le développement du mouvement du fait de la mobilité des militants et d'une classe ouvrière encore hétérogène, dont la défense a d'abord été longtemps assurée par le radical-socialisme.

Au début du conflit les ouvriers partagent le réflexe d'union sacrée et de défense nationale. Les grèves disparaissent avec une évidente volonté de sacrifice et de solidarité nationale. Cependant, au fur et à mesure que la guerre se prolonge, les ouvriers accumulent des griefs de toutes sortes, contre la vie chère d'abord, se traduisant par les hausses de prix, néanmoins sans causer de véritable pénurie des matières premières ni de crise alimentaire dans l'Oise. Il s'ensuivit une première vague de grèves dont l'impact resta limité dans le département.

L'année 1917 vit se briser le consensus social de 1914, tout spécialement dans les classes populaires frappées directement par le renchérissement du coût de la vie. Avec 3 à 4 francs de salaire par jour pour les ouvrières les plus modestes, il était devenu difficile de faire face à la valse des étiquettes : le prix du pain monta par exemple à un maximum de 55 centimes le kilogramme, le 10 septembre 1917 dans l'Oise. La proximité de la capitale et le succès des grèves parisiennes, ne mobilisant, en mai-juin 1917, pas moins de 133 000 grévistes dont 80 % de femmes, donnèrent un élan complémentaire et servirent de référence pour le mouvement dans l'Oise. On aurait attendu à Beauvais l'arrivée de quelques « Parisiennes » pour déclencher un mouvement de grève aux usines DUPONT et LAINE. La troisième explication du regain des mouvements sociaux était la révolution de février 1917 en Russie. Elle suscitait un grand espoir, montrant que dans une situation bloquée, des changements étaient possibles.

Pour l'année 1917, les statistiques officielles enregistrent pour l'Oise dix grèves et 1 751 grévistes, sur un total de 3 116 personnes employées dans les usines touchées, soit 2 710 journées de travail perdues. On peut recenser aux archives départementales un total de 20 mouvements ou contestations ouvrières dans l'Oise pour la seule année 1917, contre seulement 4 entre 1915 et 1916. Ces mouvements présentaient des caractères communs. Ce sont d'abord des grèves spontanées, parties d'en bas. Ces mouvements concernèrent aussi tous les secteurs d'activité : notamment l'industrie de la chaussure à Mouy et à Liancourt, la filature et le tissage de la laine à Beauvais, la broserie à Bethisy-Saint-Pierre et à Saint-Sauveur, la scierie mécanique dans le Compiégnois à La Croix-Saint-Ouen. La métallurgie, à Sérifontaine comme dans le bassin Creillois à Montataire, occupait une place de choix dans ces mouvements. La géographie de ces actions contestataires dans l'Oise, montre que l'on assista à une réactivation des lieux traditionnels des luttes du mouvement ouvrier d'avant-guerre, en particulier dans trois branches professionnelles : le bois, la métallurgie, les cuirs de la peau, concernant donc pour l'essentiel la Vallée du Thérain, la région de Liancourt, dont on se souvient, qu'en 1911, la syndicalisation connut une nouvelle vigueur. Autre caractère commun de ce mouvement : les grèves se caractérisèrent par une forte participation des jeunes et surtout des femmes, qui ne craignaient pas d'être envoyées au

front.

C'est sans doute dans ce contexte que l'on remarque dans l'Oise la reprise du mouvement de contestation animé à compter d'avril 1917 par un regain du mouvement syndical, plus particulièrement du syndicat métallurgiste de Montataire. Les grèves entraînèrent une intervention plus directe de l'État dans la régulation sociale et esquissèrent de nouveaux rapports sociaux dans les entreprises. En janvier 1917, un décret est publié sur l'arbitrage obligatoire, instaurant des comités de conciliation composés paritairement de représentants ouvriers et patronaux, chargés de mettre fin aux conflits et surtout de les prévenir. D'un côté les entrepreneurs ne devaient plus pouvoir licencier arbitrairement leurs ouvriers en grève ; de l'autre ces derniers s'engageaient à ne pas cesser leur travail avant d'avoir soumis leur différend au comité d'arbitrage. Le 11 juin 1917, il mit aussi en place des délégués du personnel, alors appelés délégués d'ateliers. Le but était identique : favoriser le dialogue entre salariat et patronat et désamorcer les crises en amont. L'idée était de sortir de la culture d'affrontement qui animait les rapports sociaux en France.